Football made in Afrique

Joachim Barbier, Antoine Derouet

VISIT…

LANZAROTE Caliente.COM

LE SENS DU SPORT

FOOTBALL
MADE IN AFRIQUE



JOACHIM BARBIER ET ANTOINE DEROUET

ACTES SUD JUNIOR

Ils jouent sur des terrains poussiéreux en rêvant de l'Europe, de tribunes pleines à craquer et de sortir de la pauvreté. Ils seront peu nombreux à parvenir à l'eldorado de la Ligue des champions.

Pourquoi les jeunes Africains fondent-ils autant d'espoir dans le football ? Comment faire pour que les projets d'éducation soient conciliables avec le sport professionnel et permettent aux jeunes sportifs de se construire eux-mêmes ? Quels sont les enjeux de l'évolution du football en Afrique ?

Un essai passionnant pour les passionnés de sport (et les autres).

www.actes-sud-junior.fr

ACTES SUD JUNIOR

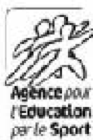
FOOTBALL MADE IN AFRIQUE



JOACHIM **BARBIER** ET ANTOINE **DEROUET**

FOOTBALL MADE IN AFRIQUE

ACTES SUD JUNIOR /



LE SENS DU SPORT

une collection dirigée par Jean-Philippe Acensi
et Olivier Villepreux

DANS LA MÊME COLLECTION :

Sports alternatifs, sports d'aujourd'hui

Créée en 1996, **l'Agence pour l'éducation par le sport** est une organisation militante en réseau qui s'est fixée pour mission d'aider les personnes à se faire une place dans la société, de construire de nouvelles formes de savoir dans l'éducation par le sport partageables avec d'autres secteurs, de développer la reconnaissance du sport éducatif, social et citoyen.
contact@apels.org

Éditrice : Isabelle Péhourticq
Maquette : Christelle Grossin
© Actes Sud, APELS, 2010 • ISBN 978-2-330-01155-0
Loi 49-956 du 16 juillet 1949
sur les publications destinées à la jeunesse

www.actes-sud-junior.fr
www.apels.org

Introduction

Une journée de mars 2002, un jeune Camerounais de 17 ans tue le temps devant le centre Salif Keita, l'école de football ouverte par l'ancien grand joueur malien installée dans la périphérie de Bamako au Mali. Il triture nerveusement un cahier d'écolier recouvert d'une photo de Fabien Barthez. Il a rempli les pages de la même phrase : "Avec l'aide de Dieu, je réussirai." Il répète ce mantra avec conviction. Dans ce cahier, il raconte son périple, celui d'un adolescent qui voulait rejoindre son meilleur ami, footballeur professionnel, en Algérie. Il est parti "à l'aventure", comme on dit en Afrique pour évoquer le voyage sans billet d'avion ni visa. À pied, en bus, en taxi-brousse, il a grignoté les milliers de kilomètres qui séparent Yaoundé de la frontière entre l'Algérie et le Mali. Là, au cœur du Sahara, il s'est fait refouler par les militaires algériens, faute de papiers, en pleine nuit. Alors, il a fait demi-tour. Jusqu'à Bamako, avec le centre de formation de Salif Keita comme camp de base avant une nouvelle tentative.

Pour d'autres qui ont réussi à atteindre l'Europe, voilà un endroit que tous les Africains de Paris connaissent bien : le stade Jules-Ladoumègue est coincé entre le parc de la Villette, le boulevard périphérique et les premiers immeubles en briques de Pantin. Tous les jours, une quarantaine de joueurs venus du Cameroun, de Côte-d'Ivoire, du Sénégal ou de Guinée participent à des entraînements qui valent plus par leur intensité physique que par leur qualité technique. Ce club n'en est pas vraiment un, même s'il possède un président et un entraîneur. Ce dernier se présente sous le nom de Mike, ancien joueur professionnel camerounais. Il a beaucoup voyagé. Sa carrière est un itinéraire bis ponctué de contrats dans des clubs de seconde zone, et achevé dans le championnat péruvien.

Mike est parallèlement le manager de David Eto'o, le jeune frère de l'avant-centre de l'Inter de Milan. Il négocie quelques centaines d'euros pour accorder de rares interviews de celui-ci, dont la carrière épouse une trajectoire inverse à celle de son aîné. Il évolue aujourd'hui au CF Reus Deportiu, en quatrième division espagnole. Ceux qui ne peuvent miser sur l'effet de curiosité envers un nom célèbre ont généralement moins de chance. Alors ils s'entraînent tous les jours, comme des professionnels, en attendant qu'on s'intéresse à eux. La plupart ont déjà traversé quelques mois ou années de galère sur le Monopoly du football mondial.

Le scénario est souvent le même. Repérés par un intermédiaire sur un terrain poussiéreux de Douala ou Bouaké, ils se sont envolés vers l'Europe avec la promesse d'un contrat ou d'un essai de quelques semaines dans un club belge, français ou allemand. Peu importe la destination : l'important est de partir, de rejoindre l'Europe, eldorado du football mondial, la piste aux étoiles de la Ligue des champions, et des salaires mensuels de plusieurs centaines de milliers d'euros. Et puis ils découvrent la face sombre du système : des journées à attendre dans une miteuse chambre d'hôtel un essai qui n'arrive jamais, l'agent qui disparaît sans laisser de traces, le visa qui expire et la clandestinité au bout de la route, à 6 000 kilomètres de chez soi.

Adou, Mohamed et l'esclavage moderne

L'année dernière, Adou jouait encore dans son village ivoirien des petits *maracanas*, comme on nomme les matchs de football de rue en Afrique de l'Ouest. Un bon joueur, Adou. Vite repéré par un Français qui se prétend agent et lui fait miroiter un aller simple pour l'Europe. Pas n'importe où : au Paris Saint-Germain, dont le président est "un intime". L'agent règle tout : billet d'avion, passeport, visa. C'est facile, Adou est orphelin : nul besoin de convaincre les parents. Ils effectuent un passage par le Ghana avant d'arriver à Paris. Avant sa première nuit en France, Adou parle au téléphone avec celui qu'il croit être le président du PSG. En fait, c'est un ami de l'agent qui se fait passer pour le dirigeant.

Le lendemain, Adou a des difficultés à marcher ; une vieille blessure au genou s'est réveillée. Le ménisque est en compote. L'intermédiaire disparaît. Adou tente de l'appeler, en vain ; il ne répond plus. Il quitte l'hôtel, faute de pouvoir payer la chambre. Comme d'autres laissés-pour-compte, il élit domicile gare Montparnasse avant de tomber sur un compatriote qui va l'héberger quelques nuits. L'agent ne répond toujours pas. Personne ne connaît ce William qui a donné, depuis le début, une fausse identité. Ce cas n'est pas isolé, il est même devenu un phénomène décrit comme faisant partie de l'esclavage moderne.

Il y a quelques années, Mohamed, jeune Guinéen de 18 ans, a lui aussi suivi cet itinéraire. À Conakry, capitale de la Guinée, il entre en contact avec un groupe de personnes suffisamment introduites dans les ambassades pour prendre en charge le passage vers l'Europe. Pour 4 500 euros, ces passeurs fournissent passeport, visa et billet d'avion. Avant le départ, ils demandent à Mohamed : "Que veux-tu faire là-bas ?" Mohamed répond : "Joueur de football professionnel."

Contre une rallonge de quelques centaines d'euros, on lui promet plusieurs essais dans des clubs belges de première division. À Bruxelles, les mois

passent sans qu’aucun essai ne se profile. Mohamed finit par renoncer et quitte son hôtel pour rejoindre un parent en région parisienne. Au bout de quelques semaines d’hospitalité familiale, Mohamed doit de nouveau partir. Il trouve refuge dans un foyer de travailleurs maliens, porte de Paris, à Saint-Denis. Il y dort à même le sol, dans un sac de couchage, près des poubelles. Ironie de l’histoire, le foyer est situé à quelques centaines de mètres du Stade de France. De temps en temps, Mohamed va tuer le temps sur l’esplanade du stade en rêvant de la carrière de Pascal Feindouno, le capitaine de la sélection guinéenne qui a longtemps évolué en France avant de s’expatrier dans le Golfe persique. Mohamed se trouve finalement un petit club à Saint-Denis où il s’entraîne deux fois par semaine. Il rêve toujours de devenir pro. Dans l’intimité, son entraîneur avoue qu’il est peu probable que Mohamed réalise un jour son rêve. “À 19 ans, c’est trop tard.”

Il suffit de traîner le long des terrains qui jouxtent le nord du périphérique parisien pour tomber sur d’autres Adou et Mohamed. Depuis sa création en 2000, Culture Foot Solidaire a recensé en Île-de-France près d’un millier de jeunes Africains dans la même situation. Quel que soit l’endroit en Europe où ils ont été lâchés, les Africains francophones finissent souvent par rejoindre la région parisienne pour retrouver un parent proche ou éloigné, ou bien un membre de la communauté qui va pouvoir leur donner un coup de main. Adou dit aujourd’hui que “ce fut un mal pour un bien. Venir en France m’a permis de me structurer, de savoir où je voulais aller”. Depuis peu, il entraîne les jeunes du club de National de Sannois-Saint-Gratien. Parallèlement, il souhaite passer ses diplômes d’entraîneur et d’arbitre au cas où son genou l’empêcherait définitivement de pratiquer le football de haut niveau. Il espère que le club va faciliter sa régularisation avant sa majorité. “La dame qui m’héberge depuis quelques mois m’a promis d’engager une procédure d’adoption”, ajoute-t-il. L’histoire n’est pas classée.

Mohamed, lui, a disparu.

Les destins d’Adou et de Mohamed incarnent le changement de modèle économique de cette migration des jeunes Africains vers l’Europe. Au début des années 1990, lorsque les premiers cas d’esclavage moderne liés au football commencent à mobiliser les organisations de défense des droits de l’homme, tous les témoignages se ressemblent : le manager, le prétendu agent, encaisse sa commission à la signature du contrat à l’issue d’un essai concluant.

Moins de vingt ans plus tard, le continent est arrimé à l’économie du football mondial, et l’argent se ramasse à la source. Il suffit de répondre à la demande. Il n’est même pas question de réussir ou d’échouer son test. Tous les jeunes Africains sont prêts à quitter leur pays pour aller chercher un “ailleurs” où, pour quelques centaines de dollars par mois, on peut vivre du football.

Chapitre 1

Le football, une histoire africaine

L'histoire du football en Afrique est souvent l'objet de mythes et de croyances. L'importance politique de ce sport sur le continent africain explique en partie ce phénomène. Nelson Mandela n'est-il pas parti, dès son élection, assister à un match de football pour signifier publiquement sa gratitude aux sportifs de son pays d'avoir eu à endurer le boycott international durant l'apartheid ? Cet exemple comme d'autres, moins glorieux, a contribué à la création d'un imaginaire sur son importance, tout en renforçant la position de tel ou tel pouvoir. La caractéristique majeure du football africain tient sûrement à la place des États successifs dans sa structuration. Alors qu'en Europe le mouvement s'est largement construit par le bas, par la société civile, le football africain a bien souvent été dirigé d'en haut.

Ainsi, dans de nombreux pays, le processus de constitution d'une fédération est effectué en parallèle, et parfois par les mêmes personnes, au processus de reconnaissance par l'ONU.

Cette tendance à l'affirmation nationale par le football a perduré et il n'est pas rare aujourd'hui que des fédérations africaines soient sanctionnées par la FIFA qui leur reproche une trop grande proximité avec le pouvoir politique.

Questions d'identité

La diffusion du football sur le continent s'est d'abord effectuée *via* les premiers colons qui ont amené avec eux leurs pratiques culturelles et sportives. Au début, le football a été une marque de distinction réservée aux colons. Puis ceux-ci l'ont utilisé pour recréer une élite locale. Toutefois, très rapidement, la pratique s'est élargie dans la population locale par le biais des missionnaires qui y voyaient un instrument d'acculturation. Par ailleurs, la rupture sociale créée par l'acceptation du professionnalisme en 1853 a progressivement fait passer ce sport d'un univers élitiste et noble, rebuté par l'idée d'y attacher des valeurs économiques, à la haute et moyenne bourgeoisie financière, avec pour conséquence sa démocratisation dans les colonies.

Dans son ouvrage *Coloring over the White Line*,

l'écrivain anglais Phil Vassili évoque le destin du premier joueur venu du continent africain. Arthur Wharton, métis aux multiples origines, voit le jour en 1865 à James Town, dans l'ancienne Gold Coast, l'actuel Ghana. Fils d'une famille de marchands, il est envoyé en Grande-Bretagne pour poursuivre ses études, où il découvre le sport. Après s'être essayé à la course à pied, au rugby et au cricket, il évolue trois saisons dans les buts de Preston North End, l'un des clubs phares des débuts du football professionnel anglais. L'histoire retiendra la "figure de l'assimilé", l'enfant de la classe indigène dirigeante qui adopte les us et coutumes du colonisateur.

La pratique du football a donc vite dépassé le cercle des colons. Cependant, les clubs ou sociétés sportives qui voyaient le jour reprenaient la stratification sociale, en interdisant la pratique en club aux joueurs locaux. Dans les colonies françaises, c'est seulement au détour des années 1920-1930 que les clubs commencent à s'ouvrir aux colonisés en permettant la constitution d'équipes "mixtes".

Plusieurs raisons expliquent cette ouverture. Le développement de clubs communautaires faisait craindre aux autorités l'émergence de velléités nationalistes. Par ailleurs, ces clubs devenaient d'autant plus dangereux pour le pouvoir en place que des confrontations avec des équipes de colons dégénéraient. Enfin, du strict point de vue sportif, les défaites des colons face aux colonisés n'étaient pas du meilleur effet. Le football est pour l'État colonisateur un outil politique de transmission de valeurs et de représentation de l'unité nationale. À cette époque, certains joueurs sont sélectionnés par leur équipe nationale, qui n'est autre que celle du pays colonisateur.

C'est ainsi que le Royaume-Uni décide de la mise en place de fédérations pour les colonies britanniques, ou encore multiplie les tournois inter-quartiers à l'initiative des colons. Ces différents groupes et sociétés joueront un grand rôle dans la mobilisation des deux guerres mondiales. Plusieurs joueurs viennent s'établir en Europe, dans le pays colonisateur ; en France (pour l'Afrique du Nord) depuis 1932 avec l'ère du professionnalisme, ou bien en Belgique et au Portugal (pour leurs colonies respectives). Ainsi Raoul Diagne devient le premier joueur noir à porter le maillot de l'équipe de France. Son père, ancien maire de Dakar, est nommé ministre de la République, ce qui est

aussi une première pour un Noir. Au même moment, le Marocain Larbi Ben Barek hérite du surnom de “Perle noire”. Mais ces “transferts” ne sont alors pas considérés comme des migrations autres que culturelles. Le cas de l’Angleterre est différent, car ce pays protège les professionnels locaux à l’existence beaucoup plus ancienne, et garde fermé son marché national.

Le football et l’indépendance

Dans les rapports de force qui s’établissent à l’époque, le football joue un rôle majeur, non plus de soumission à l’autorité centrale, mais d’affirmation politique. L’exemple le plus connu est celui de la constitution d’une équipe nationale algérienne, alors que ce pays est encore département français. Des joueurs qui évoluent parfois en France se réunissent pour constituer une équipe nationale qui va affronter d’autres sélections, mais qui ne jouera jamais sur son propre territoire. Ainsi le football se retourne contre son diffuseur initial et devient un outil d’affirmation de la légitimité nationale.

Dans les années précédant les luttes pour l’indépendance, les clubs français font massivement appel aux joueurs issus des colonies. Les clubs du Sud, l’Olympique de Marseille, de Sète ou de Nîmes vont puiser dans le réservoir des départements situés de l’autre côté de la Méditerranée, notamment l’Algérie. Pendant ce temps, la Grande-Bretagne accueille des tournées de sélections nigérianes ou ougandaises qui ne provoquent aucun afflux massif vers les championnats anglais, à l’exception de quelques Sud-Africains évoluant à des niveaux inférieurs. Comme ce fut le cas jusqu’à la création de la Premier League en 1992, les clubs préfèrent recruter dans leur *home turf*, leur pré carré, notamment en Irlande et en Écosse.

Les années 1960 marquent une pause dans les liens entre la France et ses anciennes colonies. Le statut d’amateur imposé par les États africains à leurs footballeurs et la limitation du nombre d’étrangers dans les équipes françaises freinent l’émigration. Pendant ce temps, les deux autres puissances coloniales, la Belgique et le Portugal, intègrent de plus en plus de joueurs. Les Zaïrois débarquent à Charleroi et au Standard de Liège. Alors que le Mozambique et l’Angola n’ont pas encore obtenu leur indépendance, la sélection portugaise assimile les joueurs des colonies d’Afrique. Eusebio est resté le plus célèbre. Il remporte le Ballon d’or en 1965 et permet au Portugal d’atteindre les demi-finales de la Coupe du monde organisée en Angleterre en 1966.

L’indépendance a eu évidemment des conséquences sur la structuration sportive des pays. Ces États ont dû mettre en place un système suffisamment solide pour créer des équipes nationales compétitives au niveau international. Cette logique, teintée parfois d’autoritarisme, a eu pour conséquence l’essor de championnats locaux. Ces derniers se sont alors développés en très grand

nombre, grâce à la démocratisation (même forcée) et au choix de l'État d'encourager la pratique pour monter une équipe nationale.

En parallèle, la Confédération africaine de football (CAF) mettait en place un dispositif visant à favoriser la présence des meilleurs joueurs locaux dans leur propre pays. Cela se concrétisait par une loi interdisant aux équipes nationales de sélectionner des joueurs évoluant à l'étranger pour la première Coupe d'Afrique de 1957. Cette mesure contenait ainsi la tentation à l'exil des joueurs qui ne pouvaient plus être sélectionnés, et obligeait de fait les pays et footballs africains à se développer localement. Certains d'entre eux prirent des mesures encore plus restrictives en imposant aux joueurs voulant quitter leur pays une autorisation préalable du ministère des Sports. Les départs devenaient ainsi très difficiles, avec l'obligation de rompre avec le pays d'origine.

La résistance de Salif Keita

À la fin des années 1960, le joueur malien Salif Keita quitte clandestinement son pays pour rejoindre Saint-Étienne. Il traverse le Liberia avant de s'envoler pour la France où l'attend Pierre Garonnaire, le directeur sportif du club stéphanois. Dans le Mali des années 1960, le pouvoir politique peut difficilement accepter de voir ce symbole de fierté nationale opter pour l'exil. Après avoir été élu Ballon d'or africain, Keita quitte Saint-Étienne et rejoint l'Olympique de Marseille aux côtés du Suédois Roger Magnusson et du Yougoslave Josip Skoblar. La règle de deux étrangers autorisés à jouer par équipe pousse les dirigeants de l'OM à demander au joueur malien d'adopter la nationalité française pour pouvoir aligner les trois joueurs sur le terrain. Il refuse.

"Sur les trois étrangers, j'étais le plus souvent titulaire, ce n'était pas à moi de faire l'effort. Je ne me sentais pas concerné", précise-t-il aujourd'hui. Sa position est restée dans l'histoire comme un symbole de la résistance de la jeune Afrique émancipée. Il finira sa carrière aux États-Unis après être passé au FC

Valence et au Sporting de Lisbonne.

Au début des années 1980, les fédérations européennes lèvent progressivement la limitation du nombre d'étrangers par équipe. Parallèlement, la CAF met fin aux conditions de sélection des joueurs dans les équipes nationales et permet donc l'expatriation sans rupture avec le pays d'origine. Cette décision s'explique principalement par la volonté des sélections nationales d'améliorer leur niveau en permettant à leurs joueurs de s'épanouir dans les meilleurs championnats européens. L'heure n'est plus alors au développement en interne mais au rapatriement dans les équipes nationales des joueurs ayant tenté une expérience étrangère.

Pendant cette période, l'Algérie, le Cameroun et le Maroc s'illustrent en phase finale de Coupe du monde. Les gardiens de but camerounais Joseph Antoine Bell et Thomas N'Kono, le meneur de jeu algérien Rabah Madjer ou l'attaquant ghanéen Abedi Ayew Pelé rejoignent la France. Pourtant les recruteurs des clubs européens sont encore rares à sillonner le continent.

L'expatriation et la destination relèvent parfois du hasard, comme l'illustre le parcours de Jules Bocandé. L'attaquant sénégalais débarque en Europe à Tournai, en troisième division, avec l'aide d'un ami belge de la famille. Au début des années 1990, alors que le football devient un secteur d'activité global qui s'émancipe progressivement des frontières, les routes vers l'Europe se multiplient. Alors qu'elle regardait traditionnellement vers l'Europe de l'Est, l'Allemagne accueille par exemple le Ghanéen Anthony Yeboah ou le Nigérian Jay Jay Okocha. Les Championnats du monde des moins de 20 ans ou moins de 17 ans sont l'occasion, pour les recruteurs européens, de localiser les jeunes talents africains. C'est à la suite de la victoire du Ghana au Mondial des moins de 17 ans organisé en Italie que Samuel Kuffour et deux de ses coéquipiers sont retenus par le Torino, club de Turin. Ils sont alors (du moins officiellement) âgés de 15 ans.

L'évolution récente du rapport Nord/Sud

La dernière décennie a vu l'affirmation de l'Afrique dans les meilleurs championnats européens. Selon le site europlayers.org, 160 joueurs africains exercent leur métier dans l'un des cinq grands championnats européens, Angleterre, Espagne, Italie, Allemagne et France. Avec de grandes disparités puisque la moitié évolue en France, alors qu'ils ne sont que 15 dans la Liga espagnole ou 9 dans la Serie A italienne. Ce chiffre ne donne qu'une photographie partielle du phénomène puisque la tendance globale concerne aussi d'autres ligues considérées comme mineures.

La demi-finale de la Ligue des champions 2009 entre Chelsea et Barcelone réunissait près d'un tiers de joueurs issus du continent avec Michael Essien, Didier Drogba et John Obi Mickael du côté du club londonien, Samuel Eto'o Fils, Yaya Touré et Seydou Keita pour le FC Barcelone.

Depuis le début des années 1990, si l'Afrique subsaharienne est devenue, avec l'Amérique du Sud, le principal continent exportateur de footballeurs, c'est le résultat d'une succession d'étapes révélatrices du rapport de l'Europe avec son Sud proche. L'histoire des relations politiques et économiques entre les deux continents au XXe siècle sert de cadre à cette histoire de la colonisation à l'époque de l'indépendance, puis à l'émergence d'une économie globalisée. Ce nouveau départ du football en Afrique explique la mainmise d'une grande majorité d'États sur le football et sur le sport en général… Ce qui permet la structuration d'un marché libre de joueurs, c'est ce qu'on nomme la "logique de l'extraversion".

L'extraversion du foot africain

Les auteurs du livre *Le Football et l'Afrique* ont utilisé le terme d'"extraversion" pour définir l'évolution du football sur le continent et l'apparition d'un espace transnational où évoluent les joueurs migrants, après que les autorités du football ont encouragé le départ des joueurs pour soutenir le rayonnement du pouvoir au niveau national et international. L'Europe n'est un espace privilégié qu'en raison de son poids économique et du prestige de ses compétitions. Il suffit de jeter un œil, au hasard, sur les effectifs des clubs iraniens, vietnamiens ou canadiens pour trouver, aux côtés des incontournables Brésiliens, des joueurs venus du Niger ou de Côte-d'Ivoire. La venue de joueurs sud-américains ou africains dans ces championnats émergents est souvent considérée comme un moyen rapide de faire progresser les joueurs locaux.

Football et politique

Kwamé Nkruma, le premier président du Ghana, avait compris dès 1958 à quel point le football pouvait exalter le sentiment national. Il avait composé la meilleure équipe du pays en “siphonnant” les meilleurs clubs de l’ancienne Gold Coast. Il voulait une équipe à son image, ou plutôt représentant l’idée qu’il se faisait de son régime. Il l’avait baptisée *Eleven Republicans* (les onze républicains). Trente ans plus tard, le président du Sénégal Abdoulaye Wade avait profité du retour triomphal des Lions de la Terenga de la Coupe du monde au Japon et en Corée du Sud pour en faire le symbole du “Sénégal qui gagne”, même si l’État ne pouvait revendiquer une quelconque responsabilité dans la mise en œuvre du succès. Le temps politique s’accorde rarement avec les exigences du football.

Salif Keita a passé cinq ans à la tête de la fédération du Mali. Malgré son aura, il avait renoncé à se représenter en 2009 pour un nouveau mandat, trop conscient de l’impossibilité de travailler sur le long terme. Un jour où il s’entretenait avec le chef de l’État, Amadou Toumani Touré lui avait demandé : “Que pouvons-nous faire pour gagner la Coupe d’Afrique des nations ?” Salif Keita avait brièvement exposé un plan de formation et de développement s’étalant sur dix ans. Le président du Mali lui avait répondu : “Dans dix ans, je ne serai plus là, essayez de gagner la prochaine Coupe d’Afrique.”

Emmanuel Maboang est un ancien international camerounais. Il faisait partie de la sélection des “Lions indomptables” de la Coupe du monde 1990. En dehors du Cameroun, peu de gens se souviennent de sa silhouette. En effet, après avoir été titulaire lors du premier match des Camerounais au Mondial italien, il laissa sa place à un attaquant de 38 ans qu’une intervention présidentielle avait sorti de sa semi-retraite. L’histoire n’a retenu que Roger Milla, son remplaçant, et une place en quart de finale célébrée comme un trophée par tout un continent. Les deux, “Pelé” Maboang et Roger Milla, ont terminé ensemble leur carrière sous les mêmes couleurs du club indonésien de Pelita Jaya. Depuis, Milla a été nommé ambassadeur spécial du président du Cameroun et promène son statut de “Mandela du football” au gré du calendrier de la défense des bonnes causes. Maboang, lui, s’est tourné vers le métier d’agent. Il revendique aujourd’hui plusieurs centaines de transferts de joueurs africains vers les ligues asiatiques. Dans des pays comme l’Indonésie, l’Inde ou le Bangladesh, un joueur peut espérer gagner 1 000 à 1 500 euros par mois. Comparé aux salaires pratiqués dans les grands clubs européens, cela résonne comme un échec. Pas en Afrique. Quand il rentre au Cameroun, Pelé Maboang consacre autant de temps à superviser des joueurs qu’à recevoir des mères de famille en quête d’un agent ou d’un intermédiaire capable de “faire partir” leur fils.

Le football est bien une affaire politique depuis l’ère des luttes pour l’indépendance. L’importance que revêtent les matchs entre la France et ses anciennes colonies révèle le poids de l’héritage colonial. Au-delà des débordements de certains matchs qui sont plus liés à la situation actuelle, la victoire du Sénégal face aux Français en 2002 a été vécue comme un acte politique fondamental, plus de quarante ans après l’indépendance, encouragé par l’État sénégalais. À l’inverse, tout le mythe du “sorcier blanc” constitue une sorte de reconnaissance de l’avancée des pays développés, justifiant à elle seule la nécessité de rattrapage mise en avant par les élites politiques, qui font alors valoir le soutien d’experts pour asseoir leur pouvoir.

Ces différents cas illustrent l’engouement du football en Afrique. Celui-ci a connu plusieurs étapes très différentes. Ce sont en définitive plusieurs formes de football qui sont à l’œuvre dans le processus de diffusion et d’utilisation du sport en Afrique. L’État, ou plutôt les administrations, a occupé une place majeure dans son développement. Cette place permet de comprendre que l’Afrique ait été à ce point un terreau favorable à la marchandisation des joueurs, car les intermédiaires de ce système sont les mêmes qui tiennent les institutions sportives en main. Faut-il en déduire qu’ils sont complices ou coupables de cette situation, et que celle-ci est le résultat d’une déstructuration du football africain ? Pas forcément. La question est plus globale et ne concerne pas uniquement les acteurs africains. Leur responsabilité n’est pas d’avoir détruit le système organisé du football, mais d’avoir construit une autre régulation en accord avec le modèle politique et économique dominant.

Chapitre 2

Le mythe du départ

Dans le mythe du départ, tout est question de relations. Les qualités du joueur, même évidentes, ne sont pas une assurance de succès. La relation, cela peut être un agent, un entraîneur, un journaliste, un dirigeant, un fonctionnaire haut placé. Pour endosser ce rôle, il suffit de bien présenter, de se prévaloir d'amitiés privilégiées dans le milieu, de sortir la carte de visite d'un quelconque directeur sportif pour faire illusion.

En 2008, le journaliste ghanéen de la BBC Sannie Ibrahim avait enquêté sur ceux qui prétendent avoir la clef de l'Europe. Il avait repéré un site internet proposant d'aider les joueurs et leur famille à finaliser un transfert vers un grand club européen. En effet, au Nigeria et ailleurs, les enfants déposent leur curriculum vitae de footballeur sur des sites web en espérant être repérés par un agent ou un recruteur d'un club anglais.

Le facilitateur, basé à Lagos, se prévalait d'un vaste réseau de connaissances dont Alex Ferguson, le manager de Manchester United. Contre 7 000 dollars payables d'avance, sans aucune garantie, il promettait de fournir un logement pendant deux ans, le temps de faire progresser les enfants avant de les présenter au club anglais. Après de longues semaines d'enquête, Sannie Ibrahim avait pris rendez-vous avec lui dans un grand hôtel de Lagos. Muni d'une caméra cachée, le journaliste, qui s'était fait passer pour le père d'un jeune joueur talentueux, avait confondu l'intermédiaire, “Docteur Jones”. Celui-

ci avait été arrêté par la police nigériane au moment où il s'apprêtait à glisser dans sa poche une enveloppe bourrée de dollars. Comme dans un film, l'argent avait été au préalable remplacé par des coupures de journaux. Dans le téléphone portable du Docteur Jones, le numéro de Sannie Ibrahim avait été enregistré sous le nom de *mugu* que l'on pourrait traduire par "pigeon".

Ces intermédiaires véreux ne sont ni blancs ni noirs. Ils se caractérisent par un même degré de cynisme et d'incompétence. Ils profitent d'un système commun de commercialisation des joueurs.

L'organisation du commerce des joueurs

Le talent, les qualités sportives du joueur comptent bien sûr dans sa valeur (marchande), ainsi que son apport en termes d'image, de même que son potentiel d'évolution et de revente. Le transfert est un véritable jeu de réseau où les agents de joueurs, en tant qu'intermédiaires privilégiés, sont indispensables. Un excellent joueur sans réseau reste invisible, donc intransférable. Dans cette logique, deux options sont possibles pour un club professionnel. La première consiste à former (ou finir de former) des joueurs qui composeront l'ossature de l'équipe pendant un premier temps, avant de devenir une source de revenus conséquente dans un second temps.

Le fait qu'une minorité accède réellement à l'élite est compensé par le montant des transferts. Dans ce cas, ce n'est pas réellement le prix du joueur qui est payé, mais le temps de formation du club. De plus, il est toujours possible de revendre "à perte" quelques joueurs à des clubs plus modestes, les clubs se rattrapant sur l'ensemble des joueurs.

La seconde option passe par les clubs dits "tremplins". Ils achètent des joueurs déjà formés pour les revendre à des clubs plus importants. Dans cette logique, le club n'apporte pas vraiment sa plus-value par sa formation, mais par l'exposition médiatique de ses joueurs, un peu plus importante. Celui-ci complète l'aspect "marketing" du joueur. Ce système est relativement efficace dans la mesure où, le nombre de transferts s'accélérant et le nombre de joueurs par club augmentant fortement, il s'équilibre par une loi d'offre et de demande. Par ailleurs, les lois mises en place par les différentes instances ne visent pas à limiter ce type d'échanges mais au contraire à les encadrer de

manière à les rendre plus efficaces. La rétribution obligatoire des clubs formateurs cantonne ceux-ci au rôle qui leur est assigné et met en place légalement les conditions pour que s'exerce une logique de marché. Jean-Michel Aulas, président de l'Olympique lyonnais, parle de la possibilité de transfert en ces termes : “Il y a des acheteurs potentiels et des produits à vendre.”

Le nombre de joueurs formés chaque année par les clubs européens provoque un décalage avec une demande relativement réduite. Cela a pour effet de faire baisser le prix d'un joueur. Face à cette baisse, les clubs doivent réduire au maximum les coûts de production, qui ne sont autres que les coûts de formation, voire d'achat, des joueurs. Dans les coûts de production entrent aussi des coûts qui ne sont pas directement dus au football, parmi lesquels le coût de reclassement des joueurs qui ne deviennent pas professionnels après leur formation et la nécessité de leur offrir une nouvelle orientation. Comme toute entreprise confrontée à une tension forte entre les prix de vente et les coûts de production, les clubs de football externalisent la production. Et comme toute entreprise, ils vont là où les conditions sociales et économiques leur sont le plus favorables, dans les pays du tiers monde et, pour le football, en Afrique.

L'impact de l'économie de marché

Alors que la majorité des sports se caractérise par un ancrage local et intégré dans un système culturel donné, le football est présent partout ou presque. Cela ne veut pas dire qu'il est le “sport-roi” ou que sa pratique relève des mêmes enjeux en tout lieu et en tout temps, au contraire.

Sport populaire dans de nombreux pays, il est le sport des classes moyennes aux États-Unis, et est dans d'autres pays réservé aux catégories aisées. L'exemple africain permet de comprendre que sa place est due à son utilisation stratégique et économique.

Son importance sur la scène politique en fait le symbole de la puissance d'une nation sur la scène internationale. Le football, s'il n'est pas l'emblème d'une mondialisation telle que nous la concevons, de façon rapide parfois, participe activement à une certaine forme de propagande plus ou moins volontaire et explicite, à laquelle la télévision prend part.

Le football peut aussi apparaître comme un élément parmi d'autres du néolibéralisme. Il s'agit d'un ensemble de doctrines et d'idéologies façonnées par une élite sociale internationale après la crise de 1929 et la faillite du libéralisme. Il est important de comprendre les transformations du football sous l'angle de ce discours dominant.

Cette doctrine, qui a pris le pas sur les autres à partir des années 1980 dans les partis de gouvernement, vise en quelque sorte à mettre la norme “économiciste” au centre de toute action politique. Les discours sur les délocalisations en sont un exemple, la dimension politique et sociale étant évacuée au nom de la nécessité économique. De nombreux actes ou lois s’inscrivent dans cette logique et, bien que présentés sous le sceau de l’expertise ou de la nécessité, sont bel et bien la conséquence d’une idéologie politique.

Dans le football, ce climat idéologique se traduit notamment par l’importante financiarisation que nécessite une mécanique des transferts. Comme le rappelle le géographe suisse Rafaele Poli, la spécificité du football africain tient principalement au faible coût des transferts, qui offre ainsi à l’acheteur un bénéfice potentiel d’autant plus grand. Ainsi, le joueur de Marseille Bakari Koné, formé à l’ASEC d’Abidjan, est prêté au club qatari Al Ittihad où il est découvert par Christian Gourcuff qui l’emmène avec lui à Lorient en 2003. Ses bons résultats l’amènent à être transféré à Nice, pour 2 millions d’euros. Ce même club le revend ensuite à Marseille pour 10 millions. Il ne s’agit là que d’un transfert ordinaire. Mickael Essien, le joueur africain le plus cher de l’histoire, a vu sa valeur presque multipliée par huit entre son transfert de Bastia à Lyon puis son achat par Chelsea pour 37 millions. Ces joueurs, sur le plan sportif, ont gagné de l’expérience, mais c’est l’ensemble de ce que le “produit” représente par son exposition médiatique qui permet une telle inflation. Chelsea commercialise à son profit sa propre image, les clubs de moindre renommée vendent leurs joueurs. Cette quête de ressources renouvelables conduit les clubs riches à accroître le nombre de transferts pour augmenter leur chiffre d’affaires. Logiquement ils se tournent vers les pays africains où les joueurs sont moins chers. Ce qui contribue en bout de chaîne à entretenir le mythe du départ.

… et des images

Si, depuis quelques années, les instances gouvernantes du football, UEFA et FIFA, ont réduit les possibilités de transfert des mineurs vers un pays étranger, elles ne sont pas capables d’agir à la source. Malgré les différents mécanismes de solidarité mis en place pour favoriser le développement des championnats nationaux, un gouffre sépare le niveau des clubs des deux continents.

La télévision, dans sa faculté à mettre en scène le spectacle du football européen, est là pour rappeler quotidiennement cet écart. En 2006, Japhet N’Doram, l’ancien joueur tchadien du FC Nantes et de l’AS Monaco, exprimait l’accélération du temps : “La télévision est arrivée au Tchad en 1987. On a loupé beaucoup d’épisodes, on entendait parler de Maradona ou de Platini. On voulait savoir qui ils étaient. Alors on payait les gens qui pirataient la

télévision camerounaise pour découvrir ces joueurs qu'on ne connaissait que par la radio."

Moins de vingt ans plus tard, grâce aux chaînes sportives arabes ou sud-africaines qui acquièrent les droits de diffusion des principaux championnats européens et de la Ligue des champions de l'UEFA, le meilleur football du monde constitue le fond d'écran de n'importe quel bar, restaurant ou foyer africain. Tous les weekends, des grappes d'hommes s'agglutinent devant les écrans pour assister à un Chelsea-Arsenal ou à un Barcelone-Real. Dans les bidonvilles de Matharé à Nairobi ou de Nima à Accra, on paie à l'entrée d'un hangar équipé d'une parabole pour assister aux chocs des meilleurs championnats européens.

À la question de savoir pourquoi le championnat ghanéen avait perdu en intérêt et en affluence, le journaliste Sannie Ibrahim répondait : "Les Ghanéens sont accros à la Premier League anglaise." La planète entière l'est tout autant, de Shanghai à Toronto, justifiant les revenus exorbitants récoltés chaque saison par les clubs anglais en droits TV. Difficile, quand on est un jeune de Dakar, de se passionner pour un championnat local qui proposera l'affiche Port Autonome-AS Douanes guère plus engageante qu'un championnat d'entreprise. Au Ghana, un derby entre les deux grands clubs du pays, le Hearts of Oak d'Accra et Ashanti de Kumasi, déchaîne toujours les mêmes passions qu'un OM-PSG. Il n'empêche que Chelsea est devenu le club préféré des Ghanéens depuis que Mickael Essien, le meilleur joueur du pays, y évolue.

"Les gens meurent pour venir ici et toi tu veux partir"

Les jeunes joueurs qui parviennent jusqu'aux stades de la banlieue parisienne traînent une dette de 4 000 ou 5 000 euros à rembourser. Le retour au pays, sans le statut de footballeur professionnel ou le salaire équivalent, est inenvisageable. L'investissement financier – l'équivalent de plusieurs années de salaire moyen – et le regard des autres (ou de la famille qui a financé) renforcent le sentiment de honte : "Chez nous, on n'arrive pas à comprendre que l'échec n'est pas définitif, qu'on peut avoir une deuxième chance. Les gars qui viennent s'entraîner ici cherchent à s'en sortir", résume Mike. Ce dernier essaie d'organiser régulièrement des matchs amicaux face à des clubs de CFA ou des réserves d'équipes professionnelles pour que ses gars "se montrent". Vu d'Afrique, l'Occident signifie souvent la fin de la pauvreté. En situation d'échec, les jeunes trichent : ils enfilent un maillot du PSG ou de Marseille, se font photographier devant la tribune d'honneur d'un petit stade de banlieue et envoient les images aux parents pour les rassurer.

Au début des années 1970, les meilleurs footballeurs noirs sud-africains partaient évoluer dans la North American Soccer League, la ligue professionnelle nord-américaine, pour fuir l'organisation raciale – ligues noire, blanche et indienne – imposée par le régime de l'apartheid au football. De retour au pays, l'un des plus illustres footballeurs noirs de cette période, Kaizer Moutang, après quelques saisons sous le maillot des Atlanta Chiefs, était rentré des USA tel un héros. Mark Gleeson, journaliste sud-africain se souvient : "Il renvoyait une image de réussite qui, à l'époque, était rare. En dehors du champ politique et de la lutte contre l'apartheid, il y avait peu de domaines où les hommes noirs avaient la possibilité de s'accomplir." De son côté, Samuel Eto'o avouait : "J'étais un jeune petit Africain qui part de son Cameroun natal, un petit poisson qui nageait au milieu des requins, je ne cherchais qu'à survivre et finalement je suis devenu un gros requin."

La trajectoire de Samuel Eto'o, de New Bell, son bidonville de Douala, jusqu'à l'Inter de Milan où il est considéré aujourd'hui comme l'un des trois meilleurs attaquants du monde, renforce ce mythe. Arrivé en France sans papiers à l'âge de 14 ans, il avait eu la lucidité de retourner au pays pour rebondir : "J'ai eu la possibilité de venir en Europe. Après un tournoi à Avignon, j'ai fait l'erreur de disparaître, de me barrer dans la nature. J'ai fait neuf mois à Paris où je ne savais pas ce que j'allais devenir. Un matin, je me suis levé, j'ai dit à ma grande sœur : « La France, c'est beau, c'est bien, je vois plus de Blancs qu'au Cameroun mais je ne peux pas sortir parce que je n'ai pas de papiers. Il faut que je rentre chez moi. » Elle ne me croyait pas, elle a dit : « Jamais ! » Quand je suis allé à l'ambassade, la dame qui s'est occupée de moi m'a dit : « Les gens meurent pour venir ici, toi tu es ici et tu veux repartir ? » Ma sœur m'a finalement acheté un billet d'avion, contre son gré. J'ai débarqué, mes parents ne me croyaient pas parce que l'Europe, c'est quand même synonyme de réussite. Je leur ai dit : « Je préfère avoir mes problèmes chez moi. » Les gens n'ont pas eu le temps de se moquer de moi ; au bout de deux mois, j'étais le joueur le mieux payé du Cameroun. Je gagnais l'équivalent de 1000 euros."

En Afrique, ces exemples donnent au football une dimension quasi mythologique. Avec le football, tout est possible. Il est pensé comme la seule possibilité d'ascenseur social. Peu importe qu'il ne concerne qu'une infime minorité. En Afrique, il suffit qu'une chose se produise une fois pour qu'elle soit acquise.

"C'était un *shégué,* un enfant des rues"

Pour toutes ces raisons, les jeunes Africains n'envisagent pas leur avenir de footballeurs dans leur pays. Rien de plus logique. N'importe quel jeune

basketteur rêve d'évoluer un jour en NBA, rarement d'endosser le maillot de Vichy ou de Roanne. Sauf que l'Afrique pratique peu de disciplines en dehors de ce jeu. L'Afrique australe anglophone – l'Afrique du Sud et le Zimbabwe – se rappelle au bon souvenir du Commonwealth à chaque grande compétition de cricket mais ce sport reste marqué comme celui de la minorité blanche.

En Afrique de l'Est, l'adoration pour les athlètes Hailé Gebressélassié ou Maria Mutola devait moins à la popularité de l'athlétisme dans leur pays qu'à l'image de succès qu'ils ont pu renvoyer à leurs compatriotes. Au Sénégal ou en Gambie, les réunions de lutte avec frappe, mélange de boxe et de lutte traditionnelle, remplissent les stades. Mais, faute de diffusion universelle, la lutte demeure une affaire sous-régionale.

L'Afrique ne joue donc plus qu'au football. Il suffit de quelques mètres carrés. En Afrique de l'Ouest, on parle de matchs "petits poteaux" quand l'espace réduit n'autorise que des buts de quelques dizaines de centimètres délimités par deux cailloux, par opposition aux rencontres "grands poteaux". Traverser une capitale de l'Afrique sub-saharienne en fin d'après-midi permet de comprendre l'appétit de football de la jeunesse. Aucune fédération nationale n'a pu jusqu'ici maîtriser ce flux ni été capable, faute de moyens ou de volonté politique, de mettre en place un programme de développement pour encadrer, détecter et former ces footballeurs.

Certains pays en ont donné l'illusion, comme la Côte-d'Ivoire au début des années 2000, mais, selon la personne en charge du projet auprès de la Fédération ivoirienne de football : "J'ai senti qu'il était impossible d'agréger tous les acteurs du football de ce pays autour d'un projet global. Chacun ne pensait qu'à défendre ses intérêts personnels. J'ai jeté l'éponge." L'Afrique se contente de faire vivre son football dans une certaine informalité.

L'entraîneur français Claude Le Roy a passé l'essentiel de sa carrière à la tête de nombreuses sélections africaines : Cameroun, Sénégal, République démocratique du Congo, Ghana. Dans chaque pays, il prenait soin d'aller visionner les rencontres de première division aussi bien que les matchs de quartier. Dans ce football informel, il a souvent débusqué des joueurs qui, en l'espace de quelques semaines, sont passés des petits poteaux à la sélection nationale, comme le Congolais Trésor Mputu : "Quand je l'ai repéré, c'était ce qu'on appelle au Congo un *shégué*, un enfant des rues", précise Le Roy. Intégré dans la sélection nationale qui avait participé à la Coupe d'Afrique des nations 2006, Trésor Mputu est aujourd'hui convoité par de nombreux clubs européens, dont Arsenal. Même si le jeune joueur semble être peu enclin à quitter Lumumbashi et son club du Tout Puissant Mazembe où il est une idole pour aller terminer sa formation en Europe, son destin prouve qu'en Afrique, le football est partout.

Chapitre 3
L'essor des écoles de football et des centres de formation

Au début des années 1990, alors que le potentiel des pays africains devient une évidence, les clubs européens se posent la question de savoir comment s'assurer un accès privilégié aux richesses du continent. Parallèlement, en Afrique, les bons résultats obtenus par certains pays en Coupe du monde accélèrent cette même prise de conscience. Ce n'est pas un hasard si la première structure est née à Douala en 1989 avec l'école de football des Brasseries du Cameroun. La sélection des Lions indomptables a remporté deux Coupes d'Afrique des nations durant la décennie et sa participation à la Coupe du monde de 1982, où elle est éliminée au premier tour sans avoir été battue, a d'une certaine façon validé la progression des footballs du continent. Depuis 1974, la fédération mondiale a été contrainte d'augmenter le poids de l'Afrique dans la géopolitique du football que représente une phase finale de Coupe du monde. En 1970, seul le Maroc défend les chances du continent. En 1998, l'Afrique s'est vu attribuer cinq places alors que la compétition accueille désormais 36 équipes en phase finale.

ASEC Mimosas, projet fondateur pour l'Afrique

Jean-Marc Guillou est un international français, ancien joueur de l'OGC Nice et du SCO d'Angers. Doté d'une qualité de passes et d'une vision du jeu hors du commun, il a peut-être eu la malchance d'évoluer pendant l'une des périodes trop désastreuses du football français, les années 1970, pour avoir une chance de marquer l'histoire à la manière d'un Platini ou d'un Zidane. C'est au crépuscule de sa carrière qu'il goûtera, avec la qualification pour la Coupe du monde de 1978 en Argentine, aux débuts de la renaissance du football français. Après quelques expériences mitigées d'entraîneur au Servette de Genève et à l'AS Cannes, Jean-Marc Guillou décide en 1993 de quitter l'Europe pour l'Afrique. Son projet : monter une école de football où il pourrait appliquer ses principes de formation. Au début des années 1990, l'Afrique est une terre quasiment vierge de structures d'apprentissage. Et si Abedi Pelé, George Weah ou Stephen Keshi brillent en Europe depuis

quelques saisons, l'Europe du football se contente d'accueillir les quelques élus des générations spontanées. L'heure est encore à la cueillette. Après l'expérience de Jean-Marc Guillou, les créations de centres de formation vont se multiplier.

À l'occasion du transfert du joueur ivoirien Youssouf Fofana vers l'AS Cannes, Jean-Marc Guillou avait rencontré le président de l'ASEC Abidjan, l'avocat Roger Ouegnin. Il s'était rendu plusieurs fois en Côte-d'Ivoire où il avait pu constater que "les gamins avaient du talent". Au début des années 1990, Roger Ouegnin fête son premier titre national en tant que président de l'Association sportive des employés de commerce. Sauf que les efforts consentis pour ramener le trophée ont vidé les caisses. Roger Ouegnin sonde le technicien français pour réorganiser le club. Jean-Marc Guillou propose de créer une école de formation, seul moyen, selon lui, de produire des joueurs de haut niveau et d'assurer des recettes régulières au club. Ils décident de signer un partenariat entre la structure de formation et le club le plus titré du football ivoirien. L'école de football de Jean-Marc Guillou s'installe sur le site d'entraînement de l'ASEC à Sol Béni. Même si les deux entités sont indépendantes, la structure imaginée par Guillou travaille comme un centre de formation au service du club d'Abidjan. L'académie Mimosifcom est née. Jean-Marc Guillou a investi personnellement 500 000 francs. Il rappelle souvent que le terme "académie" est né là au début des années 1990. La précision n'est pas anecdotique. Sa philosophie s'applique autant à inculquer une vision technique du football qu'à transmettre quelques principes de vie aux enfants. Sur les murs du bâtiment de l'école, il écrit : "Tu ne triches pas, tu ne mens pas, tu ne voles pas."

La réflexion de Jean-Marc Guillou s'appuie sur le postulat suivant : les meilleurs doivent jouer avec les meilleurs, ce qui implique de travailler avec un nombre réduit de jeunes. Il navigue ainsi à contre-courant d'un principe de la formation en France où les techniciens estiment que la masse peut produire sa propre élite au nom d'une forme de sélection naturelle.

Jean-Marc Guillou puise dans le réservoir des trois millions d'habitants de l'agglomération d'Abidjan. Une première promotion de vingt-cinq jeunes ivoiriens intègre l'école en 1994. Il construit des salles de classe au sein du centre. En effet, les jeunes s'entraînent plus longtemps que des professionnels, en moyenne vingt à vingt-cinq heures par semaine, et ne peuvent pas perdre trois heures par jour pour se rendre en classe. L'académie est l'une des premières structures de formation du continent à intégrer, dans son projet sportif, l'éducation des enfants. La scolarité est gratuite. "J'ai toujours pensé qu'un grand joueur était aussi doté de qualités humaines. Pour cela, il fallait respecter une éthique et des valeurs. Cela passait par l'éducation." Pour Jean-Marc Guillou, "le football est un art, pas un métier". Il ne "comprend pas pourquoi il faudrait attendre quatorze ou quinze ans pour débuter un cycle de

formation. C’est comme empêcher Mozart, enfant, de jouer de la musique”.

Les jeunes de son académie ont 12, 13 ans en moyenne. Guillou a besoin d’un cycle de formation long – presque dix ans. Sa philosophie est la même depuis le début : “On n’a pas la prétention de créer le talent mais de le révéler. Les jeunes ont déjà le talent en arrivant chez nous. Notre rôle, c’est de créer un environnement pour révéler ce talent et travailler en prenant du plaisir. C’est le contrat qui lie la structure et les enfants : le plaisir. Donc nous avons besoin d’évoluer dans une bulle, pour éviter d’être parasité en permanence par l’extérieur, les dirigeants qui veulent gagner le petit championnat local de merde. Au nom de cet objectif, ils vont pervertir l’esprit du jeu parce qu’on n’est pas là pour gagner, on est là pour apprendre à jouer. Je dis souvent aux jeunes qui viennent d’intégrer une académie : pour l’instant, vous n’avez pas encore assez de qualités collectives pour jouer un match.”

Les convictions de Guillou passent un premier test cinq ans après le lancement de l’académie. L’ASEC Abidjan a remporté en 1998 la Ligue des champions de la CAF. Quelques mois plus tard, le club ivoirien rencontre l’Espérance de Tunis pour la Super Coupe d’Afrique. Dix académiciens, 18 ans de moyenne d’âge, sont alignés et remportent le trophée en battant les Tunisiens 3-1. La presse ivoirienne célèbre ces jeunes académiciens qui manient le ballon comme des Brésiliens, les Tunisiens crient à la concurrence déloyale et au manque de respect pour avoir été obligés de se mesurer à des enfants.

En 2000, Aruna Dindane et Didier Zokora sont les premiers à être transférés vers les clubs belges d’Anderlecht et de Genk. Suivront, entre autres, Kolo Touré, Baky Koné, Arthur Boka, Romaric, Salomon Kalou et Yaya Touré qui font aujourd’hui le bonheur des meilleurs clubs européens, d’Arsenal à Chelsea en passant par Barcelone ou Tottenham. Les anciens académiciens se montrent toujours redevables envers Jean-Marc Guillou. Des liens réels unissent tout ceux qui ont partagé les chambres de Sol Béni et ils saluent invariablement la providence qui les a posés sur la route du technicien français. Cette académie où les enfants sont logés, nourris, éduqués, entraînés, du lundi au vendredi, sans aucune contrepartie financière, a effectivement tous les attributs d’un cadeau tombé du ciel. Suivre un cycle de formation tout en continuant à s’asseoir sur les bancs de l’école a pu, à un certain moment, convaincre les parents sceptiques, comme le père de Kolo Touré, mécanicien dans l’armée de terre, qui espérait voir son fils intégrer le collège plutôt qu’une école de football à l’issue incertaine. Aujourd’hui milieu de terrain du FC Séville, Romaric se rappelle avoir caché à ses parents ses premières semaines à Sol Béni. Au début des années 1990, le football n’est pas encore un faiseur de rois couverts de Rolex.

Le retour au réel

Le partenariat avec l'ASEC s'est mal terminé. Guillou estime que le club ivoirien n'a pas respecté les accords initiaux. Il dénonce aussi le non-respect des principes et de la philosophie de l'académie. Aujourd'hui, Jean-Marc Guillou gère huit académies à travers le monde. Sous le sigle JMG Académies, il a exporté sa philosophie et sa méthode en Asie (Thaïlande, Vietnam) en Afrique (Mali, Ghana, Madagascar, Égypte, Algérie) et en Belgique. Il justifie cette politique de développement par le plaisir de voir "ces gamins jouer, s'amuser, progresser ; les projets sont toujours dédiés aux enfants", rappelle-t-il, et par la perspective de sa propre retraite de formateur : "J'ai passé les 60 ans, j'en ai encore pour dix ans, après cela devient difficile physiquement. Donc ce serait bien que l'histoire continue sans moi, mais avec des gens qui défendent cette même idée d'un football basé sur l'habileté technique, l'intelligence collective, la passion, le plaisir."

Pour l'instant, les résultats plaident pour lui. La seconde académie, ouverte en 2000, celle de Ny Antsika, vient d'être sacrée championne de Madagascar, avec une moyenne d'âge de 18 ans. À Alger, la structure JMG créée en partenariat avec le club de Paradou est, après seulement deux ans d'existence, sur le point de réconcilier les Algériens avec un football qui leur a procuré, ces dernières années, plus de désillusions que de bonheur. Ils sont plusieurs centaines à venir assister aux entraînements de l'académie. À chaque match amical, des milliers de supporters saluent de "olé !" les redoublements de passes de ces artistes qui évoluent pieds nus, sans gardien de but et rendent facilement 20 à 30 centimètres à leurs adversaires. Les médias algériens ont profité de l'émergence de cette équipe pour mettre les dirigeants des grands clubs du pays et de la Fédération face à leur inaction en matière de formation.

À 2 000 kilomètres plus au sud, à Bamako au Mali, se trouve une autre académie JMG : les enfants attendent la fin de journée pour rejoindre leur terrain d'entraînement. Sur le terrain gazonné, ils répètent pieds nus, comme des gammes, les mêmes exercices tous les jours de la semaine : jonglage pied-tête, pied-épaule, pied-poitrine.

Les enfants maliens, ivoiriens, ghanéens, nigérians communiquent dans un mélange de français et d'anglais. Huit mois après leur arrivée, tous les anglophones s'expriment en français. Charles est un jeune Ghanéen de 13 ans. Il a grandi à Kumasi, l'ex-capitale du Royaume Ashanti. "Ici, les conditions d'entraînement sont très bonnes. C'est l'un des meilleurs centres de formation pour jeunes. Je suis sûr que je peux devenir un très bon joueur." Quand l'entraîneur de son club de Kumasi a évoqué la possibilité d'effectuer un test de détection pour la structure de Jean-Marc Guillou, il se rappelle "avoir mis ça dans un coin de ma tête. Je me suis dit : c'est peut-être ma chance". Après une année de formation, il se dit heureux. Sa famille ne lui manque pas trop.

“J’habitais chez mon entraîneur. Mes parents m’avaient renvoyé, ils en avaient assez que je joue au football.”

Nelson est originaire de Lagos, au Nigeria. Quand il a annoncé à ses parents, après plusieurs séances de détection, qu’il était choisi, “ils étaient heureux pour moi”. Il rêve d’une carrière de professionnel pour pouvoir remercier ses parents d’avoir financé sa scolarité avant son arrivée à Bamako. Pour lui, le football est toujours un jeu. Tous les enfants de l’académie savent exactement pourquoi ils enchaînent des exercices de jonglage à plusieurs milliers de kilomètres du foyer familial. Pour saisir leur chance de devenir un grand joueur. Peut-être parce qu’ils commencent leur cours de français par la lecture du texte de Rudyard Kipling : “Tu seras un homme mon fils.”

Ainsi les idées de Jean-Marc Guillou se déclinent sur trois continents et produisent les mêmes effets dans des lieux aussi différents que la Belgique ou Madagascar. Depuis la première expérience, les académies sont financées par des partenaires privés capables d’accompagner le projet sur le long terme. C’est le cas à Madagascar, où le groupe Bolloré a soutenu la création de l’académie d’Antsirabé. En 2001, Jean-Marc Guillou devenait actionnaire principal du club belge de Beveren, grâce notamment à la participation d’Arsenal *via* la société Goal.

Après sa brouille avec l’ASEC Abidjan, Guillou avait imaginé pouvoir, grâce à cette vitrine en Europe, “promouvoir plus facilement les joueurs formés à l’académie. L’objectif consistait aussi à sortir des joueurs sous contrat avec l’ASEC et maîtriser les retours sur transfert qui sans cela auraient été confisqués par le club ivoirien”, résume-t-il. Pendant ses quatre saisons, les joueurs de l’académie ont constitué l’essentiel de l’effectif de l’équipe de l’ASEC. Guillou a été accusé d’esclavagisme par quelques médias belges. La théorie simpliste du manager blanc exploitant des jeunes Noirs fut reprise par le monde politique, au nom d’une lutte contre le trafic d’êtres humains qui a pris des allures de chasse aux sorcières. Cette accusation omettait de prendre en compte l’avis des joueurs et de leur famille ; plus largement, cela pose la question de la différence du statut de l’enfant en Europe et en Afrique. “Dans nos académies, nous n’avons jamais considéré que les enfants représentaient une valeur marchande. Après, si on a des retours sur investissements parce que les clubs sont contents et nous payent des indemnités de transfert, cela nous permet de continuer à travailler. C’est notre modèle économique.” Celui-ci n’est pas très différent de n’importe quel club européen labellisé “de formation”.

La création de l’académie Mimosifcom à Abidjan peut être considérée comme un projet fondateur pour la formation en Afrique. Il n’était pourtant

pas destiné spécialement au continent. Mais comme l'admet un formateur, "c'est peut-être en Afrique qu'il avait le plus de chance de réussir". Car l'investissement nécessaire, environ 5 millions d'euros sur dix ans, était difficilement envisageable pour n'importe quel club ou fédération du continent, même le plus aisé. Jean-Marc Guillou a pourtant toujours évoqué l'espoir que son projet et la méthode qui l'anime inspirent d'autres formateurs. "Le foot, c'est le foot, on ne détient pas de secrets. Je suis sûr que d'autres éducateurs peuvent faire aussi bien. On a peut-être créé une émulation mais je ne suis pas sûr que les copies soient très respectueuses du modèle." Malgré la victoire en Super Coupe d'Afrique de l'ASEC en 1999, il a fallu attendre encore plusieurs années avant que ne soit prise la mesure du travail effectué à Abidjan. Quand la sélection de Côte-d'Ivoire se qualifie pour la Coupe du monde 2006, 80 % des joueurs retenus sont issus des trois promotions de l'académie. Il existe pour une fois une logique, derrière l'émergence d'une génération. Avec le recul, Jean-Marc Guillou considère : "Je n'ai pas formé des joueurs, j'ai formé une équipe."

Le centre Aldo Gentina

On a beaucoup évoqué, pendant la Coupe du monde en Corée du Sud et au Japon en 2002, le nom d'un ancien consul monégasque. Aldo Gentina était au début des années 1990 le représentant diplomatique de Monaco au Sénégal. Il s'était lié d'amitié avec Malick Sy Souris, ancien international devenu ministre du Tourisme du pays et à l'origine de la création d'un centre de formation. Le club de la Principauté signa en 1992 un accord de partenariat pour financer une stucture "visant à recruter, sélectionner et former des jeunes joueurs dans le but de les intégrer au centre de formation du club monégasque". Elle fut baptisée centre Aldo Gentina en hommage au consul. Dix ans plus tard, les Lions de la Teranga se qualifiaient pour les quarts de finale de la Coupe du monde après avoir battu, en match d'ouverture, la France, le champion du monde en titre. On pouvait noter que 90 % des footballeurs de la sélection sénégalaise avaient, à un moment où un autre, appris le football dans un club ou un centre de formation français. Parmi ceux-là, trois joueurs, Salif Diao, Tony Silva et Moussa N'Diaye, étaient des "produits" du partenariat signé entre le centre Aldo Gentina et le club de Monaco. Deux ans plus tard, le centre signa une autre convention avec l'association "Défis et solidarités" qui visait à utiliser le football comme un vecteur de promotion sociale pour offrir des débouchés à la jeunesse du pays.

Le partenariat entre le centre Aldo Gentina et l'AS Monaco a précédé de quelques mois la création à Abidjan de l'académie de Jean-Marc Guillou. Ces deux écoles sont restées des initiatives pionnières avec des styles et des montages différents. À partir de la fin des années 1990, des milliers

d'académies ou autres centres de formation ont poussé comme des champignons. Un intermédiaire travaillant pour plusieurs clubs européens décrivait ainsi l'évolution du football sénégalais : "Aujourd'hui, dans ce pays, tout le monde possède son école de football et tout le monde est un peu agent." Faute de subventions et de statuts clairement définis, ces structures ont longtemps été réduites à espérer décrocher un partenariat plus ou moins équitable avec un club européen. Certains clubs belges ou français ont pu obtenir une priorité sur les meilleurs éléments d'un club contre quelques jeux de maillots ou un bus brinquebalant. À cette époque, on estimait à 350 le nombre d'écoles de football au Sénégal. En 2001, le géographe suisse Rafaele Poli avançait le chiffre de 50 écoles pour la seule commune de Yopougon dans la périphérie d'Abidjan. Juste avant la Coupe d'Afrique des nations de 2008, le quotidien anglais *The Guardian* estimait que le Ghana abritait environ 500 structures de formation plus ou moins officielles.

La tentative du Feyenoord

Le club néerlandais du Feyenoord est le seul club européen à avoir investi dans une structure de formation délocalisée sans s'appuyer sur un partenaire local. Cette création est née de la volonté de son dirigeant, Jorien Van Den Herik. Après avoir découvert le travail mené par Guillou à Abidjan, il décida de mettre sur les rails un projet similaire. "Nous avions choisi le Ghana parce que c'était un pays anglophone, politiquement stable et avec lequel les Pays-Bas entretenaient des liens historiques."

L'objectif était clair : puiser dans le potentiel des jeunes ghanéens pour former des joueurs qui intégreraient, pour les meilleurs, les équipes du Feyenoord. Après avoir reçu l'aval des puissants rois du Ghana, la Fetteh Gomeh Academy voyait le jour. Elle ressemble à une section sport-études où les élèves sont internes et partagent leur temps entre les entraînements et les cours. "Si on veut être sérieux, je pense que c'est notre devoir d'apporter les deux", estime Karel Brokken qui dirige le centre de formation. "Nous avons été critiqués au début du projet. Aux Pays-Bas, on nous accusait de retirer les enfants à leurs parents. C'est mal connaître la situation et le statut de l'enfant dans un pays comme le Ghana. Tous les cas sont différents. On a des enfants pauvres qui vivaient quasiment dans la rue, d'autres qui avaient été confiés à un oncle ou un cousin. Généralement, les parents sont plutôt contents et rassurés de savoir leur enfant sous notre responsabilité."

Le centre s'affilie au ministère ghanéen de l'Éducation, reçoit l'appui de l'Unicef et met en place des programmes d'information et d'éducation sur le sida. Dix ans plus tard, le bilan sportif est proche de zéro : aucun joueur formé au Ghana n'a intégré durablement l'équipe professionnelle du Feyenoord. Quelques rares joueurs sortis de Fetteh Gomeh ont été prêtés ou vendus à

d'autres clubs néerlandais ou belges plus modestes ; la plupart évoluent aujourd'hui dans le championnat semi-professionnel du Ghana. L'année dernière, l'académie a même été reléguée en seconde division. De son côté, l'équipe mère est depuis quelques saisons loin d'obtenir des résultats conformes à son statut de membre historique du Big Three (avec l'Ajax d'Amsterdam et le PSV Eindhoven) du championnat hollandais ; le club a donc été contraint de trouver d'autres financements pour l'école. Un sponsor privé a décidé de prendre en charge 50 % d'un budget annuel de fonctionnement évalué à 800000 euros. C'est l'un des plus gros efforts financiers jamais engagé pour un projet de formation sur le continent africain. Il prend en compte le coût de l'échec. "Il arrive qu'à l'issue du cycle de formation, certains joueurs sur lesquels nous avions misé ne parviennent pas à atteindre le niveau professionnel. Dans ce cas, nous les payons jusqu'à la fin de leurs études secondaires. Pour d'autres, nous les orientons vers une formation d'entraîneur de jeunes", résume Karel Brokken.

La filialisation

Les exemples précédents montrent bien l'existence de structures organisées à mille lieues du simple terrain évoqué couramment. Ils répondent à des logiques différentes. Poussés à l'extrême sophistication avec Jean-Marc Guillou, les centres de formation (ou académies) sont des structures indépendantes des clubs, même si elles sont souvent rattachées à un club particulier. La croissance de ces centres s'est accélérée depuis la création de l'école des Brasseries. Ce type de structures part d'une idée simple : la formation proposée en Afrique doit être de la même qualité que celle proposée en Europe. Ces structures présentent plusieurs avantages sur les centres de formation européens ; le prix de revient en est bien inférieur et la pratique du football peut être plus exclusive, sans besoin d'une formation scolaire intensive, et fonctionner comme une institution fermée. Cette formation scolaire existe néanmoins souvent, car des joueurs éduqués seront plus à même de s'adapter et de s'intégrer à l'étranger. Il ne s'agit pas, en effet, de produire pour les championnats locaux mais bel et bien pour l'étranger. Le rattachement à des clubs locaux permet de donner une visibilité aux joueurs formés et de recevoir l'argent dû à la formation : en quelque sorte de s'insérer dans la filière légale.

Pour les Européens, il s'agit de posséder l'exclusivité des joueurs formés dans d'autres structures que les leurs, d'externaliser une production trop lourde "à domicile". Deux choix s'offrent alors à eux. Ils peuvent créer un centre comme à Rotterdam ou en filialiser un existant afin de maîtriser le processus de production dans son ensemble. Ils contournent ainsi le problème du montant des transferts et du reversement au club formateur qui leur

appartient plus ou moins.

Ceux-ci s'effectuent donc dans des conditions plus ou moins opaques. Il s'agit plus, comme dans le cas de l'AS Monaco, d'un investissement à long terme car l'argent ainsi reversé sert à améliorer la structure, et donc à produire mieux pour le club qui a l'exclusivité. Les Européens peuvent aussi devenir partenaires d'un club déjà existant. Dans ce cas, ils n'auront à payer que les joueurs qu'ils prendront, et donc rentabiliseront encore plus leur investissement. De plus, les centres de formation n'étant pas tous affiliés à une fédération, ils ne sont pas reconnus par la FIFA et l'acheteur ne doit rien, légalement, à la structure. Ainsi, il ne se sent pas coupable de "mauvaises pratiques".

Les clubs européens sont les grands gagnants de ce système de sous-traitance à grande échelle permis par la position dominante des acteurs du Nord.

La déstructuration

Les clubs se sont logiquement retrouvés les premiers concernés par la transformation de la configuration internationale du football. La grande majorité d'entre eux, organisés en championnats, n'avait pas pour vocation de former des joueurs qui iraient ensuite dans les championnats européens. Mais le manque de structures, l'absence de moyens et de débouchés professionnels en ont fait des acteurs centraux.

La concurrence a profondément pillé le vivier de ces clubs majoritairement amateurs, à tel point que l'ouverture ou la réouverture de championnats professionnels, censée endiguer en partie l'exode des joueurs et la déstructuration du système sportif, ne représente qu'une demi-solution ; ces clubs n'ont pas les moyens de rivaliser avec les clubs européens.

Face à cette déstructuration, une multitude de structures se sont créées pour fédérer de nouveau le mouvement sportif et associatif, sans les lourdeurs institutionnelles et en contournant le problème des transferts. On peut citer par exemple au Sénégal les "Navétanes", sortes d'associations culturelles qui tentent d'établir des pratiques socioéducatives, ici par le football. Toutefois, le poids de l'imposition économique et la concurrence ont fait que le système a récupéré ces initiatives qui lui ont ouvert autant de nouvelles perspectives de recrutement.

Ainsi, la directive de la FIFA imposant une rétribution des clubs formateurs par les clubs acheteurs a été détournée : partant de la nécessité de protéger ces

clubs plus faibles, la législation a surtout eu pour résultat d'imposer ces clubs comme des intermédiaires privilégiés au sein du secteur de formation. Ils apparaissent comme des structures de passage qui institutionnalisent le transfert et permettent la rétribution d'intermédiaires en toute légalité. Mais cela a eu aussi pour conséquence de multiplier le nombre de structures parallèles sans existence légale.

Chapitre 4

Le football au service de l'éducation et vice versa

En Afrique, le mythe du football témoigne de la faillite des sociétés à produire des modèles auxquels la jeunesse peut s'identifier, mis à part quelques chanteurs ou musiciens. Ce ne sont pas les élites politiques ou économiques qui peuvent remplir ce rôle. Le football, censé être une école de la vie, a même pu agir, comme au Sénégal après la Coupe du monde 2002, comme un facteur de déscolarisation. Jimmy Adjovi Boco, l'un des fondateurs du centre Diambars, a reproché à ce sport d'avoir vidé les écoles d'Afrique. Car à quoi bon suivre les cours quand un diplôme ne garantit que le chômage et que, parallèlement, le retour des joueurs expatriés au pays ressemble à une tournée de rock stars ? Les émigrés sont toujours les meilleurs VRP de l'émigration quand ils rentrent au pays…

A Diambars, attention école !

Quelques projets ont tout de même en commun de tenter de mener conjointement éducation et apprentissage du football. Avec la création du centre Diambars en 2003 au Sénégal, l'éducation des jeunes n'est pas seulement un moyen périphérique d'accompagner la pratique sportive. Le football devient un moteur de projets sociaux et éducatifs pour le continent. Dès son lancement, les trois cofondateurs, Patrick Vieira, l'ancien gardien de l'équipe de France, Bernard Lama et l'ex-joueur professionnel Jimmy Adjovi-Boco annoncent, alors qu'ils posent symboliquement la première pierre de leur institut à Saly, vouloir faire du "football passion un moteur de l'éducation".

Les trois figures du projet ont un lien commun avec le continent. Patrick Vieira est né à Dakar avant de rejoindre la France à l'âge de 4 ans. Bernard Lama, guyanais, se considère comme un Afro-Américain et Jimmy Adjovi-Boco est d'origine béninoise. Ils espèrent, avec cet institut, "renvoyer l'ascenseur" vers un continent qui produit de nombreux talents sans bénéficier d'aucun retour. L'idée est de former des joueurs professionnels mais "sans faire du haut niveau une fin en soi, plutôt une courroie de transmission",

explique le quatrième cofondateur, l'industriel sénégalais Saer Seck. La philosophie du projet résonne comme une réaction truffée de bonnes intentions aux maux du football africain : fuite des talents vers l'Europe, transferts de mineurs, triche sur l'âge des joueurs, déscolarisation. Diambars ambitionne la même exigence que les meilleurs centres de formation européens, mais en introduisant une bonne dose d'humanisme dans un domaine régi par une sélection impitoyable. "Offrir une chance à ceux qui auront le talent comme ceux qui manqueront le train du professionnalisme", résume Saer Seck. Qui pourrait être contre ? Pour la première fois, le discours met sur le même plan d'égalité le football et l'éducation. Deux ans plus tard, en 2005, le bâtiment de l'institut accueille une première promotion de jeunes footballeurs nés en 1989. Il est situé à Saly, à 80 kilomètres de Dakar.

Chaque été, les équipes de Diambars se rendent en Norvège et en Espagne pour disputer des tournois. Elles séjournent aussi un mois dans la région Nord-Pas-de-Calais. Jimmy Adjovi-Boco, qui a fait presque l'essentiel de sa carrière au RC Lens, a convaincu le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais d'attribuer une subvention à la création du centre. Les premières années, les rencontres jouées contre les catégories jeunes des clubs français du Nord de la France se soldent par de lourdes défaites. Globalement, les premiers pas de Diambars laissent une impression mitigée. Alors que l'institut revendique une philosophie novatrice, les enfants, en classe et sur le terrain, semblent écrasés par les espoirs et les moyens importants placés dans la structure, incapables de trouver l'équilibre entre devoirs et droits, entre discipline et créativité. Pendant que les jeunes retiennent par cœur leurs leçons de français ou d'anglais dans un silence pesant, les membres de l'imposant staff technique s'enferment pendant des heures pour débattre positionnement tactique autour d'un tableau noir. À vouloir régler le moindre détail, l'institut délaisse l'essentiel : le plaisir de jouer et d'apprendre.

Le projet bénéficie d'un large soutien dès son lancement. Le slogan "Faire du football passion un moteur pour l'éducation" plaît à l'Unesco. L'accès à l'éducation primaire pour tous est l'un des objectifs que la communauté internationale espère atteindre à l'horizon 2015. "Nous souhaitions nous associer à la démarche de Diambars. La structure, émanation de la société civile, nous paraissait travailler sur des idées novatrices. C'était un atout pour nous, malgré son manque d'expérience", résume Marcelin Dally, en charge des programmes pour la jeunesse, le sport et l'éducation physique à l'Unesco. Le hasard vient aussi offrir à Diambars la possibilité d'écrire sa propre histoire sur le modèle d'un conte de fées. Il s'appelle Alij Suleimane Ny. Alij était un talibe, un enfant mendiant qui apprenait le Coran avec un marabout. Il entend un jour parler de Diambars à la radio, se débrouille pour participer aux tests de détection. Il est finalement retenu par l'institut. L'enfant en haillons est désormais un adolescent paré d'un survêtement aux trois bandes qui

partage son temps entre les terrains synthétiques et les salles de cours immaculées de l'institut. Le parcours d'Ali est vite devenu le symbole de la dimension sociale de Diambars.

L'aspect scolaire

En 2006, Bernard Lama fait la connaissance de Jean-Luc Muracciole, professeur de français. Il lui présente le projet Diambars, le désir de créer des contenus pédagogiques pour les élèves, de développer localement des projets sociaux : "Il m'a dit, depuis trois ans, cela vivote, ce n'est pas ce que nous souhaitons." Jean-Luc Muracciole est consultant en pédagogie, connu pour avoir mené et imaginé avec succès des formes d'apprentissage innovantes. Jean-Luc Muracciole accepte la proposition de Diambars et s'installe à Saly. Il ne vient pas directement du milieu du football.

Son idée n'est pas l'utilisation du football pour parvenir à améliorer le niveau d'éducation. "J'ai travaillé sur plusieurs axes. Le premier lié au contexte culturel. En Afrique, il y a un souci de pédagogie. On exige toujours d'apprendre par cœur et les programmes sont insensés. Par contre, il n'y a pas de conceptualisation et on ne jongle pas avec les idées. La deuxième chose, c'était de faire le lien entre le réel (le football) et l'enseignement traditionnel. Il y a dans le domaine des savoirs une réflexion que le football ne se pose pas ; à l'inverse le football crée des dynamiques que les savoirs ont du mal à insufler. Ensuite, c'était d'ouvrir le centre vers l'extérieur. Faire en sorte que Diambars soit un vrai relais culturel et social, pas seulement pour Saly mais pour tout le Sénégal. Qu'on soit identifié comme un lieu de ressources pédagogique, culturel et sportif. L'idée générale, c'était que le Sud, un pays en voie de développement, ne soit pas seulement un pays producteur de joueurs mais propose aussi une méthode intelligente et originale. Le dernier point, c'était de former des enseignants pour porter cette pédagogie. S'ils n'en profitent pas, s'ils ne deviennent pas formateurs à leur tour, les enjeux du projet disparaissent. Tout cela m'intéressait."

Deux ans plus tard, Jean-Luc Muracciole quitte la structure Diambars sur un constat d'échec mutuel. "J'ai trouvé des élèves qui étaient complètement éteints. Parce que l'adulte a toujours raison, cela devient écrasant et donc les enfants n'osent pas dire les choses. Quand je suis arrivé, les gens de Diambars n'ont pas compris que ma façon de travailler allait être une petite révolution, que nous allions remettre en cause les principes de discipline, la structure pyramidale de l'institut", note Jean-Luc Muracciole. Il regrette : "C'était un lieu sans lien avec l'extérieur, complètement fermé. Je pense que c'est l'idée d'excellence qui induit cet isolement."

"C'est vrai qu'on vivait un peu trop en autarcie", confirme Jimmy Adjovi-

Boco : “Après le lancement de l’institut, nous devions trouver les financements pour monter les projets sociaux. Donc, on s’est d’abord concentrés sur ce que nous savions faire, le football. Ensuite, c’est une structure qui existe dans un environnement sénégalais. Notre approche de l’éducation est effectivement différente en Europe et en Afrique mais on ne peut pas arriver de l’extérieur et imposer sa manière de travailler et de voir les choses.”

Aujourd’hui, les innovations pédagogiques annoncées par le projet Diambars tardent à se mettre en place. La FIFA a attribué en 2008 une subvention de 500 000 euros, dont 200 000 dédiés à la création d’une plateforme pédagogique numérique baptisée *“Keep the ball moving”*, restée, pour l’instant, toujours en phase de développement. “Il manque encore de l’argent”, affirme Jimmy Adjovi-Boco.

Diambars est en effet tributaire des organismes publics ou des entreprises privées pour qui le projet représente un bon support de communication.

Assistance

Diambars est sur le point d’ouvrir un deuxième institut en Afrique du Sud. Grâce notamment au soutien de l’Agence française de développement. Depuis le début, les figures médiatiques du projet, en particulier Patrick Vieira, ont permis de faire avancer la cause Diambars auprès de nombreux décideurs politiques et institutionnels, jusqu’au plus haut niveau. En 2008, Nicolas Sarkozy avait demandé à Bernard Lama et Jimmy Adjovi-Boco de l’accompagner dans son voyage officiel en Afrique du Sud. Peut-être pour montrer que la visite n’était pas seulement l’occasion de vendre quelques centrales électriques à Thabo Mbeki. “Les décideurs politiques vont mettre en avant leur soutien ou les entreprises vont faire de l’image avec Diambars, justifie Jimmy Adjovi-Boco. Mais nous restons clairs sur notre raison d’être. Diambars emploie soixante-dix personnes à Saly donc c’est un vrai projet de codéveloppement.” Six ans après le lancement de Diambars, six jeunes issus de l’institut poursuivent aujourd’hui leur carrière en France. Deux bacheliers ont ainsi pu rejoindre l’université à Bordeaux et Amiens, tout en s’entraînant.

S’ils ont toujours affirmé ne pas vouloir être obligés de transférer les meilleurs éléments pour assurer leur survie, les fondateurs de l’institut ont créé une société de management, dont l’association Diambars est l’unique actionnaire, pour encaisser les montants des transactions, afin de se parer contre les agents et réinvestir l’argent dans le fonctionnement de la structure. “Un transfert permet de financer entre 70 et 100 % d’une année de fonctionnement”, précise Jimmy Adjovi-Boco. Diambars est face à un énorme paradoxe. Annoncée comme un projet de codéveloppement pour le Sénégal, la structure est insérée dans un système qui récompense ses élus d’un droit au

départ vers l’Europe. “Il est normal que les meilleurs partent. On n’empêchera jamais un enfant de s’exprimer au haut niveau s’il en a la possibilité. Mais ceux qui restent vont aussi permettre d’améliorer le niveau du championnat du Sénégal.” Toutefois, après six ans d’expérience de Diambars, Jimmy Adjovi-Boco estime que “le football ne développera jamais un pays, ce sont les hommes qui assurent le développement d’un pays”.

Savoir-faire, savoir-être

Le travail d’une structure de formation n’est pas uniquement d’inculquer aux joueurs les savoir-faire mais aussi de leur transmettre un certain nombre de savoir-être. Ces structures font de chaque moment de la vie quotidienne le moyen d’inculquer une morale footballistique qui amène progressivement les enfants à ne plus se penser autrement que comme des futurs joueurs. Ainsi afin d’inciter de manière ludique au respect des règles, on insiste sur la notion de vie saine, de respect de l’hygiène, non pour soi, mais dans l’optique de pouvoir devenir un bon professionnel. La même justification est donnée pour le respect des horaires. La tenue est elle-même considérée comme très importante ; elle est presque exclusivement sportive, même en dehors de tout temps sportif. Il en va de même pour l’attitude qui doit correspondre à celle d’un professionnel (“avoir un mental de…”). La notion de concurrence, de compétition est au cœur même de l’activité. Enfin, l’alimentation prend aussi un sens sportif dans la mesure où les jeunes ne mangent plus pour se nourrir, mais en prévision des futurs efforts physiques. Ceci est particulièrement vrai pour les institutions fermées.

Des “professionnels” permanents

L’identité des jeunes ainsi modelée n’est autre que celle de joueurs professionnels. Tout est fait pour que les enfants envisagent leur vie quotidienne comme la continuation de la vie sportive. On pourra objecter qu’il en va de même pour les jeunes footballeurs français par exemple, dont la vie tourne tout entière autour du football. Mais ceux-ci ont d’autres voies possibles d’ascension sociale, même lorsqu’ils se retrouvent en situation d’échec scolaire. En Afrique, le football est presque la seule voie de réussite qui passe par la migration, il s’agit de transmettre une identité professionnelle de footballeur dans laquelle l’idée de migration est évidente. Les médias africains, outre qu’ils parlent plus des footballeurs évoluant à l’étranger que de leur propre championnat, passent sous silence le fait que la grande majorité des footballeurs migrants ne deviennent pas Didier Drogba mais vivent des situations d’échec très difficiles.

Chapitre 5

L'Afrique peut-elle assurer la formation de ses enfants ?

L'économie du football mondial est organisée à la manière des poupées russes. Dans ce sytème, l'Afrique demeure, malgré le nombre de joueurs qu'elle exporte vers l'Europe, la plus petite des poupées. La progression individuelle des joueurs africains en fournit une bonne indication. Un joueur talentueux originaire de l'Afrique de l'Ouest ou centrale rejoint d'abord un club du Maghreb (Tunisie, Maroc, Algérie) ou du Golfe persique où il passera le premier test, celui de son adaptation au professionnalisme. Il sera transféré vers le championnat suisse, français, belge, hollandais. Dans cette “seconde division de l'Europe”, il terminera sa post-formation et les meilleurs auront la chance de rejoindre la Liga espagnole ou la Premier League anglaise, la plus grosse des quatre poupées russes.

Ce système épouse presque fidèlement le poids économique du secteur du football dans chacune des nations. Il y a vingt ans, quand George Weah quitte le Liberia, il rejoint le Tonnerre de Yaoundé au Cameroun, l'un des plus grands clubs du continent, dans un pays qui représentait 60 % du PIB de la zone monétaire d'Afrique centrale francophone. Le Tchadien Japhet N'Doram était aussi passé par le Cameroun parce “c'était une référence sur tout le continent à l'époque”, avant de s'envoler pour Nantes. Et il y a peu d'exception à cette hiérarchie, à part le Zimbabwe où le football semble être la dernière chose qui fonctionne à peu près correctement. Le football d'un pays africain est dans le même état que le reste de la société. Les clubs sont encore largement dépendants des fonds publics qui assurent le minimum vital, les frais de déplacement, la mise à disposition des stades ou des terrains d'entraînement. Peut-on dès lors accorder au football, encore largement sous dépendance publique et politique, le droit d'exiger un surplus d'attention sous prétexte qu'il représente le seul rêve de la jeunesse d'Afrique ? Lorsque les enfants d'aujourd'hui se retrouvent face à un échec, leur situation sociale et psychologique est extrêmement fragilisée. Tout ceci constitue autant de bombes à retardement pour ces pays, participant à l'accroissement des problèmes socio-économiques africains à long terme.

Le rôle de la FIFA

D'autres acteurs que les États ont pris le relais. Au premier rang, la FIFA qui accompagne le développement des footballs des pays pauvres, avec une attention toute particulière pour l'Afrique. Avec le projet "Goal" lancé en 2001, la quasi-totalité des fédérations du continent a bénéficié du financement de la construction de leur siège. En 2004, suite à l'attribution de la Coupe du monde 2010 à l'Afrique du Sud, la FIFA créait un programme spécialement dédié au continent et destiné à accélérer l'aide au développement du football en se concentrant sur les outils opérationnels : construction de centres techniques nationaux et de terrains synthétiques. L'analyse des effets concrets de ce programme est d'ailleurs encore en attente. Mais elle sera sans doute nuancée. Le programme agit sur les conséquences du système, le pillage africain et la déscolarisation, et non sur ses causes : la financiarisation et la marchandisation.

Pas de miracle

On ne compte plus le nombre de projets sociaux, environnementaux, sanitaires, menés en Afrique grâce à la médiation du football. Il suffit de jeter un œil au soutien financier apporté par la FIFA, par l'intermédiaire de sa ligne de crédit *"Football for hope"* ("Football pour l'espoir"), aux ONG porteuses de projets.

Au Rwanda, le football est facteur de réconciliation entre Hutus et Tutsis ; en Sierra Leone, le football redonne une raison de vivre aux amputés de la guerre civile ; en Zambie, le football permettra de créer du lien social dans un camp de réfugiés grâce à la création d'un championnat ; en République du Congo, le football favorise la réinsertion d'enfants soldats. Un peu partout, les programmes d'information, de prévention, de lutte contre le sida sont mis en œuvre. Il n'est pas question de douter de la franchise, du dévouement ou de l'efficacité des ONG qui mènent ces projets, mais on peut se demander de quelle vertu réparatrice le football ne semble pas affublé. De quoi le football n'est-il pas capable aujourd'hui ? Ses pouvoirs semblent infinis et prêts à servir toutes les causes. Au début 2009, Éric Besson, le ministre de l'Identité nationale, du Codéveloppement et de l'Immigration, a consacré l'un de ses premiers voyages à rendre visite aux jeunes footballeurs de Diambars. À peu près au même moment, son chef de cabinet s'était rendu au centre d'entraînement de l'ASEC Mimosas à Abidjan. Aux responsables de l'académie, il avait expliqué l'objet de sa mission. Chercher des pistes "pour rendre les gens heureux chez eux plutôt que malheureux chez nous". Toujours grâce au football ?

Initiatives privées

Consultant en football basé au Nigeria, Ian Nelson, à l'origine de la création de la Pepsi Academy, décrivait ainsi la Fédération nigériane de football : "La tête est pourrie, donc le reste du corps ne peut pas fonctionner." La Pepsi Academy, à l'image des projets menés dans les pays anglophones, était d'abord destinée à la communauté. Créée en 1992 à Lagos, elle a débuté en proposant d'encadrer les jeunes qui souhaitaient jouer au football après l'école. Le projet, qui réunit aujourd'hui 3 000 enfants dans 14 États du Nigeria, est financé depuis 1994 par la marque Pepsi qui a donné son nom à l'académie. "Pepsi s'est impliqué pour des raisons stratégiques. Puisqu'ils ne pouvaient concurrencer directement Coca sur le grand public, ils cherchaient un moyen de toucher les consommateurs de demain, donc les enfants très jeunes", résume Ian Nelson. Aujourd'hui, l'école affiche avec fierté le nom de ses *graduates* les plus célèbres, à l'image d'Obi Michael, le milieu de terrain de Chelsea, de l'ancien Lillois Peter Odemwingie ou de Joseph Akpala, meilleur buteur du championnat belge en 2008.

À Nairobi, c'est le même genre de projet communautaire qui est à l'origine du MYSA, le Mathare Youth Sports Association. À Mathare, le MYSA accueille aujourd'hui près de 20 000 enfants de 9 à 18 ans, à la mesure de ce qui est considéré comme le plus grand bidonville d'Afrique (un demi-million d'habitants). Le projet, lancé en 1987, s'appuyait sur la même dynamique que la Pepsi Academy : encadrer la jeunesse par le sport, notamment le football, sans ambition de former des champions. Depuis, le MYSA a développé toute une série de programmes, dans un environnement social gangrené par l'épidémie de sida

et les violences interethniques, en utilisant le football ou les arts, pendant que chaque week-end, près de 1 000 équipes, de garçons et de filles disputent des matchs de championnat de football. De façon presque accidentelle, le MYSA a produit sa propre élite. Le joueur d'Auxerre Denis Oliech a débuté à Mathare. Dans son pays, l'attaquant représente aujourd'hui l'équivalent d'un Ribéry en France, même si son entraîneur en Bourgogne, Jean Fernandez, regrette souvent son manque d'efficacité. Il l'explique : "Parce qu'il n'a pas appris le football dans un centre de formation."

Le paradoxe de la lutte contre la déscolarisation

Le grand dessein demeure d'utiliser le football pour pallier le problème de déscolarisation. Ceux qui lancent ce type de projets s'appuient sur le constat que le football fait partie intégrante de la culture africaine. Ainsi, il paraît logique de l'utiliser pour ramener les jeunes à l'école. C'est l'idée de nombreuses associations qui organisent des sensibilisations à l'alphabétisation lors de tournois, ou de centres de formation qui proposent un enseignement scolaire.

Malgré tout, dans la vie quotidienne, tout est dirigé vers le football, même si ce n'est pas forcément la volonté des fondateurs de centres comme Diambars. Et cela renforce la déscolarisation pour tenter l'expérience du "rêve européen". Mais, en conceptualisant leur idée, ils ne s'inspirent en réalité que de modèles existants et connus dans le monde du football. Ils reprennent donc des formes qui sont mises en place dans le secteur de la formation sportive.

Un "terrain de jeu" sans limite

Dans un tel contexte de marchandisation, la moindre ONG proposant un tournoi de sensibilisation devient potentiellement un endroit de repérage pour les différents agents de joueurs. On voit ici comment un projet *a priori* positif

finit par offrir une opportunité d'insertion dans le marché des joueurs, justement parce qu'il propose d'utiliser le football. Si on observe la situation sociale et économique des pays africains, on comprend aisément que cela se produise. L'éducation est loin d'être une priorité pour une majorité d'États africains.

Un contre-exemple

À l'inverse, une association, Unis vers le sport, a initié en 2002 une expérience originale où le football n'était qu'un prétexte parmi d'autres pour monter un projet scolaire. Des jeunes de quartiers difficiles de Strasbourg se sont portés volontaires pour rénover les installations sportives d'un village près de Bamako, au Mali. “Le sport c'est bien mais les besoins portaient d'abord sur le domaine scolaire et sanitaire”, explique Emmanuel Antz, à l'origine du projet. L'opération a commencé par un travail commun des habitants de Bankass avec les jeunes Strasbourgeois pour installer des terrains de sport praticables (football, basket, volley, handball). L'idée sous-jacente était de mettre durablement en place un système d'échanges de savoirs et de mise à disposition de compétences pour fonder une école, dans un pays où les classes comptent entre 80 et 100 élèves. Le centre Cédric Kanté, du nom du footballeur malien de l'OGC Nice qui a cédé le terrain, accueille désormais 15 filles et 15 garçons de 10 ans qui effectueront en quatre ans une scolarité selon le programme de l'Éducation nationale malienne, qui normalement en compte six.

Tout cela s'est fait en concertation avec les autorités locales. La directrice du centre et une partie de l'administration sont maliennes. Les élèves doivent avoir un simple “intérêt” pour le sport sans exigence de niveau. En revanche, l'école accueille des élèves

sans aucune scolarisation préalable et sachant parfois à peine dessiner. Le sport est pratiqué après les heures de classes comme un loisir, encadré par un éducateur malien. Le suivi est assuré par l'association.

L'expérience touche aujourd'hui cinq villages par le biais d'un tournoi. La première année, l'école a perdu tous ses matchs, démystifiant ainsi l'idée toute faite du "centre de formation". La priorité n'est pas le résultat sportif mais bien les études. D'autant que le football n'est qu'une option puisqu'on y dispense aussi des cours de musique. Les enfants sont parrainés et ensuite seront orientés vers une formation professionnelle. Pour Emmanuel Antz, le problème demeure, le désintérêt du gouvernement malien à investir dans l'enseignement dans ces régions où les débouchés en emplois sont très faibles. Ce manque de moyens, crucial, est encore une fois compensé par l'Unesco, *via* l'Union nationale des footballeurs professionnels (UNFP). Ces projets ultraciblés adaptés à la culture locale se multiplient en Afrique et constituent, malgré tout, une alternative au "tout-football".

Le souhait que l'on pourrait formuler à l'avenir est d'innover en bâtissant des projets d'éducation par le sport qui tiendraient compte des problématiques spécifiques des pays, des cultures où ils s'implantent. Calquer des modèles revient à ne pas en créer. Plus concrètement, une politique d'accompagnement, militante, en matière d'éducation et de santé, en lien avec les acteurs locaux, apparaît plus à même de révéler la potentialité des Africains à inventer leurs propres moyens et désirs de développement. "Ce partenariat doit être fondé sur la prise de responsabilité et le respect mutuel", dirait Barack Obama. Ceci est d'autant plus vrai dans des pays qui peuvent trouver dans de nouvelles pédagogies et de nouvelles organisations sociales les moyens d'émerger mais aussi, pourquoi pas, des solutions nouvelles aux problèmes mondiaux.

Bibliographie :

• Boli Claude, *Les Footballeurs africains en Angleterre. L'autre regard sur l'insularité du football anglais*, Mots pluriel, 6, 1998.

• Dietschy Paul, Kémo-Keïmbou David-Claude, *Le Football et L'Afrique*, Paris, EPA/FIFA, 2008.

• Dietschy Paul, Poli Raffaele, "Le Football africain entre immobilisme et extraversion", *Politique africaine*, nº 102, juin 2006, p. 173-187.

• Lanfranchi Pierre, Taylors Matthew, *Moving with the Ball. The Migration of Professional Footballers*, Oxford, Berg, 2001.

• Poli Raffaele, "Des migrants à qualifier. Les footballeurs africains dans quatre pays européens", *in* Nedelcu Mihaela, *La Mobilité internationale des compétences*, Paris, l'Harmattan, 2004, p. 143-164.

• Poli Raffaele, "Football, imaginaire et jeux identitaires à Abidjan", *Ethnographiques*, 3, 2003, p. 1-17.

• Poli Raffaele, "Les Politiques migratoires dans le football européen. Quotas et naturalisations dans une optique géopolitique", *Revue européenne d'histoire sociale*, 18 (19), 2006, p. 46-61.

• Poli Raffaele, "Le Transfert de footballeurs. Une dérive de la marchandisation d'êtres humains", *Finances & Biens commun*, 26, 2007, p. 40-47.

• Poli Raffaele, *Migration de footballeurs et mondialisation : du système-monde aux réseaux sociaux*, M@ppemonde, 88 (4), 2007, p. 1-12.

• Site : http://www.wearefootball.org.

Sommaire

Couverture

Sens du sport

Le football made in Afrique

Copyright

Introduction

Adou, Mohamed et l’esclavage moderne

Chapitre 1 - Le football, une histoire africaine

Questions d’identité

Le football et l’indépendance

L’évolution récente du rapport Nord/Sud

Football et politique

Chapitre 2 - Le mythe du départ

L’organisation du commerce des joueurs

L’impact de l’économie de marché

… et des images

“Les gens meurent pour venir ici et toi tu veux partir”

“C’était un shégué, un enfant des rues”

Chapitre 3 - L’essor des écoles de football et des centres de formation

ASEC Mimosas, projet fondateur pour l’Afrique

Le retour au réel

Le centre Aldo Gentina

La tentative du Feyenoord

La filialisation

La déstructuration

Chapitre 4 - Le football au service de l’éducation et vice versa

A Diambars, attention école !

L’aspect scolaire

Assistance

Savoir-faire, savoir-être

Des “professionnels” permanents

Chapitre 5 - L’Afrique peut-elle assurer la formation de ses enfants ?

Le rôle de la FIFA

Pas de miracle

Le paradoxe de la lutte contre la déscolarisation

Un “terrain de jeu” sans limite

Bibliographie :

Sommaire

Ouvrage réalisé
par l'atelier graphique Actes Sud

Ce livre numérique a été converti initialement au format EPUB par Isako
www.isako.com à partir de l'édition papier du même ouvrage